

# Un médecin récalcitrant

**Dans la continuité de notre dossier sur la santé, *Reflet de Société* propose une entrevue avec le Dr Bernard Gélinas, médecin à la Clinique coopérative de santé d'Aylmer. Regard de cet homme qui a pratiqué 36 ans dans une clinique privée et 2 ans et demi en coopérative.**



Le Dr Gélinas n'a pas la langue dans sa poche. Dans un domaine où les gens pèsent leurs mots, demandent à recevoir l'article avant sa parution, insistent pour que de nombreux passages ne soient pas publiés, il est une bouffée d'air frais. Ses opinions, il les assume. Articulé, frondeur, la polémique ne l'effraie pas.

## Une santé communautaire

D'entrée de jeu, il écorche le ministère de la Santé et ses fonctionnaires. Lui, qui a pratiqué dans un cabinet privé presque toute sa carrière, a dû composer avec les Régies régionales de santé et autres instances bureaucratiques. Sa coopérative, ce n'est pas une structure gouvernementale, insiste-t-il. «On est vivant, alors que le fonctionnaire attend ses directives de Québec. C'est ça, la différence. Apprendre à penser communautaire plutôt que penser par programmes gouvernementaux, avec des statistiques. Nous on pense communauté.» Le ton est lancé. L'homme en a long à raconter.

## La santé à des fins politiques

«La pratique est contrôlée par toutes sortes de contraintes. La plus grosse, c'est que la Régie régionale et compagnie (les autres institutions du ministère de la Santé) ont un patron. Et ce patron n'est pas le citoyen. C'est le Ministre», constate-t-il froidement avant d'y aller d'une charge pour appuyer ses dires. «La dernière chose que veut le ministre de la

Santé Philippe Couillard, c'est d'être embarrassé aux nouvelles de 18h parce qu'une urgence n'a pas de médecins.» La santé des Québécois serait-elle gérée à des fins politiques plutôt que par souci du bien-être collectif?

## La santé à des fins commerciales

«Nous sommes passés de 1500 cliniques médicales à 840 au Québec en quelques années. Elles se sont vidées aux profits des hôpitaux gouvernementaux. À la place, on a vu apparaître des cliniques marchandes. Ce n'est pas très amusant pour une profession comme la nôtre. On a perdu notre autonomie. La seule façon que les jeunes médecins ont trouvée pour survivre, c'est de s'associer avec des groupes commerciaux.» Le Dr Gélinas pointe du doigt les grandes chaînes pharmaceutiques sans les nommer. Forcés par le ministère de la Santé à remplir des heures dans les hôpitaux, les médecins n'ont pas suffisamment de temps à mettre dans une clinique. Aux prises avec des problèmes de recrutement de médecins, la Coopérative d'Aylmer n'est pas épargnée par ce phénomène. «Les entreprises à grandes surfaces ont accès à des cliniques qui, elles, vont garder les médecins. Les petites régions se vident. Ce n'est pas à l'avantage de la population», soupire-t-il.

Sa clinique est passée sous le giron coopératif il y a près de 2 ans et demi. Il reconnaît que la mentalité ne change pas du jour au lendemain. «C'est un partenariat. Les patients ne sont plus des consommateurs, mais des organisateurs des soins. La mentalité doit évoluer, pose-t-il comme diagnostic. La tâche de la santé est trop grande pour être confiée à des

fonctionnaires. C'est la communauté qui connaît l'évolution de ses besoins.»

## Le citoyen, bienvenu en santé?

Dans son document *Garantir l'accès: un défi d'équité, d'efficacité et de qualité*, publié en février 2006, le ministre Couillard demande au citoyen d'alimenter la réflexion sur les soins de santé. Quelle est la responsabilité du citoyen à l'égard de sa santé?, interroge le document. Le gouvernement peut faire la promotion de saines habitudes de vie, mais ces efforts seront vains sans un investissement actif des citoyens dans leur mieux-être, peut-on lire. Le document met également l'accent sur la promotion, comme une solution aux problèmes de santé. Le rôle du citoyen dans sa santé et la promotion de saines habitudes sont deux facettes incontournables de la coopérative de santé d'Aylmer. Le ministre Couillard s'est-il penché sur le savoir-faire du Dr Gélinas et de ses collègues?

«Nous ne sommes pas encore rendus au Ministère, ironise le Dr Gélinas. Mais nous sommes rendus au député! 4500 votes (la Coopérative compte 4500 membres), ça sent bon pour un député. Comme on s'engage, on pourra avoir plus de votes que ceux obtenus par le député sortant», Depuis la fondation de la Coopérative, le 1<sup>er</sup> janvier 2004, la clinique est passée de 50 membres fondateurs à 4500 membres. Un poids considérable pour faire bouger les décideurs. «C'est facile, écraser 4 ou 5 médecins. Mais ce n'est pas évident d'écraser une communauté.» Le vote, plutôt que l'intérêt de la population, semble plus important aux yeux des élus.

La voix du Dr Gélinas devient plus combative, énergique. On le sent revigoré par sa nouvelle manière de pratiquer. «Une coopérative, c'est un organisme vivant. Ça évolue, réagit, agit, ressent. Ça ne meurt pas, une communauté. Un ministre, ça change. Ça peut fermer des secteurs de vie, explique-t-il. Après 35 ans de métier, c'est la plus belle aventure que j'ai avec une communauté!»

Reste à voir si le ministère de la Santé trouvera son intérêt à composer avec un nouveau joueur: celui pour qui il est censé travailler, le citoyen.